

Numéro 12 - 9 février 2016

**Le Canada a besoin d'un gouvernement antiguerre**

**Non à la promotion d'un rôle agressif pour le Canada  
avec des prétentions de paix !**



**Le Canada a besoin d'un gouvernement antiguerre**

- Non à la promotion d'un rôle agressif pour le Canada avec des prétentions de paix !
- Définition perverse de «rôle de non-combat»
- Appui à l'extrémisme en Ukraine
- La «stratégie des missions de paix » pour l'occupation d'autres pays

**Le Canada a besoin d'un gouvernement antiguerre**

**Non à la promotion d'un rôle agressif pour  
le Canada avec des prétentions de paix !**

Au lieu de mettre fin à la mission de combat du Canada en Irak, les libéraux ont annoncé le 8 février 2016 une augmentation du nombre de soldats canadiens déployés pour participer à la guerre menée par les États-Unis.

Les questions reliées à la guerre et à la paix sont parmi celles qui préoccupent le plus les gens au Canada. Les Canadiens se sont opposés au gouvernement Harper, notamment à ses positions extrémistes, à son opposition à la résolution pacifique des conflits et à son bellicisme. Le gouvernement Harper a indigné les Canadiens par sa rhétorique impudente et son refus de respecter les normes internationales. Il a ainsi soutenu la guerre en Afghanistan, participé au

changement de régime et aux bombardements de la Libye, pris une attitude agressive envers les peuples d'Iran, de Palestine et de la République populaire démocratique de Corée, soutenu le changement de régime en Syrie et, plus récemment, entraîné le Canada dans une sale guerre en Ukraine et la nouvelle guerre menée par les États-Unis en Irak et en Syrie.

Pendant la campagne électorale fédérale de 2015, le Parti libéral a donné l'impression que lui aussi s'opposait à cet extrémisme et qu'il défendait la paix. Les libéraux ont évoqué « une fière tradition de leadership international » et ont cité la création de l'Organisation des Nations unies, la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud et un traité d'interdiction des mines antipersonnel comme caractéristiques de la politique étrangère canadienne dont ils allaient s'inspirer. Les libéraux ont accusé le gouvernement Harper de tourner le dos à l'Organisation des Nations unies et au multilatéralisme, donnant l'impression qu'ils soutenaient le droit souverain des membres de l'ONU de décider leurs propres affaires et la résolution pacifique des conflits entre les nations. Les libéraux ont souligné les prétendues capacités d'intervention humanitaire et de maintien de la paix des Forces armées du Canada. C'est ce qu'ils ont appelé « rétablir le leadership du Canada sur la scène mondiale ». Surtout, le programme libéral disait : « Nous mettrons fin à la mission de combat du Canada en Irak ».



Depuis leur élection, les libéraux ont montré que, comme le gouvernement Harper, au nom de la paix ils prônent la guerre. Reprenant le fil de l'examen de la politique étrangère du gouvernement libéral de Chrétien, qui jamais n'a remis en question la participation du Canada à l'OTAN, le gouvernement de Justin Trudeau a montré qu'il s'alignait avec l'impérialisme américain et ses efforts pour établir son hégémonie sur toutes les régions du monde. En plus, il se range maintenant derrière le programme d'Obama de se charger des missions de maintien de la paix des Nations unies dans le cadre de la nouvelle nomenclature des « opérations de paix ». Il soutient l'ingérence des États-Unis dans le processus de paix en Colombie et poursuit l'appui du Canada à la démocratie des escadrons de la mort en Haïti ainsi qu'en Ukraine, comme le montre la visite du ministre des Affaires étrangères, Stéphane Dion, à Kiev le 1er février 2016 et l'intention du gouvernement de continuer à soutenir le gouvernement ukrainien dirigé par des fascistes et de fournir des troupes canadiennes pour la formation des paramilitaires fascistes.

Cela fait vingt ans que le gouvernement Chrétien a procédé à un examen de la politique étrangère du Canada après l'écroulement de l'Union soviétique, au cours de la période 1989-1990, qui a marqué la fin de la division bipolaire du monde. La fin de la guerre froide aurait dû conduire à une nouvelle ère de paix entre les nations du monde et aurait également dû conduire au retrait du Canada de l'alliance militaire agressive américaine de l'OTAN et au démantèlement de celle-ci. Le rapport de 1994/95, intitulé *Le Canada dans le monde : énoncé du gouvernement* » n'a rien fait de tout cela. À la place, le rapport a produit des théories bellicistes telles que la responsabilité de protéger. Il a proposé « une politique étrangère pour le Canada fondée sur trois piliers : la promotion de la prospérité et de l'emploi, la protection de notre sécurité dans un cadre mondial stable, et la projection des valeurs et de la culture canadiennes ».

Maintenant, ce gouvernement, au nom de l'adaptation de la politique étrangère du Canada aux réalités actuelles, utilise des groupes de réflexion, parrainés par des monopoles, et l'intelligentsia libérale pour promouvoir son bellicisme au nom de la paix. C'était la préoccupation du *Forum d'Ottawa 2014 : Repenser la stratégie internationale du Canada* et de son retour triomphal, le *Forum d'Ottawa 2016: Développer une politique étrangère pour l'avenir du Canada*. Le Forum d'Ottawa est parrainé par les groupes de réflexion Canada 2020[1] et le Centre d'études en politiques internationales (CÉPI).[2] Les conférenciers principaux en 2016 ont été le ministre des Affaires étrangères, Stéphane Dion, et le ministre de la Défense, Harjit Sajjan.

Dion a utilisé son discours au *Forum d'Ottawa 2016* pour avancer la théorie que la politique étrangère du Canada a connu une « période de dérive » au cours des dix dernières années. Il a déclaré que le Canada souffrait d'une politique étrangère d'« isolement » mais que maintenant le temps est venu « de se souvenir de cet héritage et de le poursuivre ».

« Si nous agissons intelligemment et ne craignons pas d'affirmer qui nous sommes, notre engagement nous permettra d'être plus forts et d'être là où nous devons être, pour protéger les droits de la personne et affirmer les valeurs canadiennes », a dit Dion.



Dion a présenté une image féérique de « la traditionnelle façon de faire canadienne » dans laquelle les crimes et la suppression des droits sont présentés comme du « respect » et « des moyens pacifiques ». Il a dit que « le pluralisme, le respect mutuel, le respect de notre héritage (les Premières Nations), l'utilisation des langues du Commonwealth et de la Francophonie, notre capacité de résoudre de grandes difficultés au sein de notre propre démocratie par des moyens pacifiques, la *Loi sur la clarté* par exemple --, étaient la voie de l'avenir ».

Comment le Canada peut-il avancer, s'est demandé Dion ? « Je vous conseille vivement de voir comment nous pouvons nous reprendre et redevenir des artisans de solutions et des acteurs rationnels », a-t-il répondu. Il a évoqué la rencontre des ministres des Affaires étrangères à Québec dont il était l'hôte et dit que c'était un exemple de « comment nous pouvons renforcer nos relations non seulement en Amérique du Nord, mais aussi dans les Caraïbes et l'Amérique latine, voire le monde ».

En conclusion, Dion a déclaré que « les dirigeants politiques devraient être guidés par l'éthique de la responsabilité, par opposition à l'éthique de la conviction ».

Le gouvernement a également nommé Roland Paris comme conseiller principal auprès de Justin Trudeau au Bureau du premier ministre. Il est l'une des cinq personnes nommées comme secrétaire principal du premier ministre. Deux des autres conseillers principaux sont Gerald Butts, secrétaire principal et Katie Telford, chef de cabinet. Roland Paris est l'ancien directeur fondateur du CÉPI de l'Université d'Ottawa, d'où il est maintenant en congé, et a été co-organisateur avec Taylor Owen du Forum d'Ottawa 2014. Le *National Post* dit que Paris est « l'homme derrière la politique étrangère de Trudeau ». Le *Post* a rapporté le 29 décembre 2015 que Paris travaillait pour les libéraux avant les élections et que « ses empreintes digitales sont clairement sur le programme électoral du parti ». Paris a été cité fréquemment, avant et après les élections, comme

commentateur et expert universitaire de la politique étrangère libérale. Il aurait également participé à « la plupart, si ce n'est toutes, des rencontres de Trudeau avec des dirigeants étrangers ».

Contrairement à ce que disent les libéraux, les Canadiens se sont opposés à la politique étrangère du gouvernement des dix dernières années non pas parce qu'elle provoquait l'« isolement » du Canada, mais parce que c'était une politique belliciste extrémiste, alignée sur les objectifs de l'impérialisme américain et de l'OTAN et qui a mené à l'agression militaire criminelle de l'Afghanistan, de la Libye, du Mali, de l'Irak, de la Syrie, d'Haïti et de l'Ukraine, entre autres pays. Dire que c'était de l'« isolement » montre l'hypocrisie libérale et cela ne doit pas être toléré. Le fil conducteur belliciste de la politique étrangère du gouvernement précédent remonte directement à ses prédécesseurs, et c'est précisément cet aspect que les libéraux entendent poursuivre et renforcer au nom de la « façon de faire canadienne » et des « valeurs canadiennes ».



Que veut dire le ministre des affaires étrangères par l'opposition entre l'éthique de la responsabilité et l'éthique de la conviction ? Veut-il dire que l'« isolement » de ces dix dernières années est le résultat de la « conviction » du gouvernement précédent alors qu'il aurait dû soutenir la « responsabilité » ? La « solution » proposée n'est rien d'autre que l'opportunisme et l'hypocrisie sans bornes des libéraux. Les Canadiens n'accepteront jamais que le Canada joue un rôle encore plus guerrier sous l'imposture de la responsabilité.

***Non à l'hypocrisie libérale !***

***Non à tout rôle agressif du Canada ! Canada hors d'Irak, de Syrie et d'Ukraine maintenant !  
Le Canada a besoin d'un gouvernement antiguerre !***

## **Notes**

1. Canada 2020 se décrit comme « Le principal centre d'études et de recherches progressiste indépendant du Canada ». Ses fondateurs sont Tim Barber, partenaire fondateur du Bluesky Strategy Group, un cabinet d'affaires publiques, qui a travaillé au Bureau du Conseil privé, au cabinet du vice-premier ministre et du ministre du Commerce international ; Thomas Pitfield, un ancien conseiller principal en politiques auprès du leader du gouvernement au Sénat sous le précédent gouvernement libéral, et ancien conseiller en gouvernance d'entreprise pour IBM ; et Susan Smith, un partenaire de Bluesky Strategy Group, qui a occupé les fonctions de conseillère principale en communications auprès du ministre des Transports et du ministre du Développement des ressources humaines.

Ses « Conseillers mondiaux » et ses « Conseillers canadiens » comprennent des cadres d'entreprise de divers secteurs. Canada 2020 affirme avoir pour objectif « d'éclairer et d'influencer les débats, de mettre au point des solutions politiques progressistes et d'aider à redéfinir le gouvernement fédéral dans l'optique d'un Canada moderne ». Il le fait en convoquant « des sommités du Canada et de l'étranger, de manière à générer une pensée politique originale, tout en

mettant l'accent sur la communication efficace».

Ses « partenaires » comprennent l'Association des industries de l'automobile (AIA) du Canada, l'entreprise des biotechnologies médicales Amgen, l'Association canadienne des producteurs pétroliers, CIBC, le Canadien National, Enbridge, Facebook, Google, General Electric, Huawei, la Banque internationale de Commerce, la firme comptable KPMG, Manuvie, RioTinto, Suncor Énergie, Power Corporation, Pickworth Investments LP, Pharmaceutical Research and Manufacturers of America, la Banque TD, et Telus.

2. Le Centre d'études en politiques internationales (CÉPI) de l'Université d'Ottawa a été créé en 2007 et est financé conjointement par la Faculté des sciences sociales et le Cabinet de la vice-rectrice à la recherche à l'Université d'Ottawa. Son directeur fondateur est Roland Paris. Le CÉPI se décrit comme « un centre dynamique de débats sur la politique étrangère et les affaires internationales ».

Le CÉPI a deux domaines d'expertise : « La sécurité internationale et la gouvernance mondiale ». Sa prémisses de base est que les organisations internationales créées après la Deuxième guerre mondiale « luttent pour s'adapter dans un monde en transformation rapide » alors que de nouvelles structures émergent, y compris « des méthodes mixtes publiques-privées de réglementation, divers types d'agences spécialisées et des organes hybrides nationaux-internationaux ». Le CÉPI soutient que « les défis contemporains en matière de sécurité peuvent comprendre le problème des États voyous et fragiles, l'écart grandissant entre les sociétés riches et les sociétés pauvres, la prolifération des technologies destructrices, ainsi que la mondialisation des réseaux criminels, des maladies et de la pollution ».



---

## Définition perverse de « rôle de non-combat »

Le gouvernement libéral propose une définition perverse de mission de non-combat en vertu de laquelle une présence accrue des Forces spéciales et de l'infanterie en Irak et au Moyen-Orient et une participation accrue aux guerres d'agression et aux efforts de changement de régime des États-Unis deviennent synonymes de mettre fin à la « mission de combat » du Canada, un engagement que les libéraux ont pris dans leur plate-forme électorale. En conférence de presse le 8 février, le premier ministre Justin Trudeau a annoncé que le Canada « met fin à la mission de combat des Forces armées canadiennes » en Irak et en Syrie.

Selon le premier ministre il s'agirait d'une « nouvelle approche » suivant laquelle, d'ici deux semaines les six avions CF-18 qui participent aux bombardements en Irak et en Syrie reviendront au pays. « Toutefois, les deux avions de surveillance Aurora et l'avion de ravitaillement en vol Polaris



resteront sur place », écrit *Le Devoir*. « Les avions de ravitaillement et de surveillance m'ont été mentionnés à plusieurs reprises comme étant extrêmement importants pour nos alliés », a dit Trudeau.

« En fait, les troupes canadiennes déployées dans la région seront plus nombreuses qu'avant : de 650, le nombre de militaires passera à 830, et ce, malgré le retour au pays de quelque 300 soldats assignés aux six CF-18. Cela s'explique, d'une part, parce qu'Ottawa triple, à 210, le nombre de militaires affectés à la formation des troupes locales et, d'autre part, parce qu'il augmente d'environ 300 le nombre de soldats en poste dans la région », écrit *Le Devoir*.

Le premier ministre assure qu'« il ne s'agit pas d'une mission de combat » mais le chef d'état-major Jonathan Vance affirme le contraire. « Je soupçonne qu'il y aura des combats », dit-il, évoquant l'hypothèse que les troupes locales accompagnées d'entraîneurs canadiens soient attaquées et appelées à se défendre.

Selon le *Globe and Mail*, le cabinet fédéral s'est réuni récemment avec le général Jonathan Vance pour mettre la dernière main aux plans de guerre du gouvernement. Les forces canadiennes devraient aussi se joindre à une « mission de formation » de l'OTAN pendant laquelle elles vont être stationnées dans des « campements militaires » en Jordanie, en Turquie et « possiblement au Liban ».

Une « source militaire » aurait dit au *Globe* que le Canada pourrait envoyer un bataillon formé « d'entre 500 et 1000 » personnes à ces « campements militaires ». La ministre du Développement international, Marie-Claude Bibeau, qui participait à Londres à une « conférence des donateurs » pour la Syrie, a dit aux journalistes que « nous voulons annoncer une approche qui est vraiment globale, ce qui comprend toutes nos contributions militaires, diplomatiques, d'aide humanitaire et de développement ».

« Mettre fin à la mission de combat en Irak » veut maintenant dire, selon cette logique tortueuse, cesser les bombardements aériens par des CF-18 en Irak et en Syrie tout en envoyant plus de soldats des Forces spéciales en Irak pour étendre la même « mission de formation » dans laquelle les soldats canadiens sont déjà engagés dans des combats au sol. « Non-combat » veut aussi dire continuer à aider les frappes aériennes des États-Unis et de la coalition au moyen d'autres avions de ravitaillement.

Déjà, le 16 novembre 2015, un article du réseau CBC faisait état de la « forte probabilité que les commandos canadiens participent dans des missions de combat présentement ». Le gouvernement et des représentants militaires ont confirmé à plusieurs occasions que des soldats canadiens ont pris part à des combats depuis que le Canada s'est joint à l'intervention menée par les États-Unis en Irak et en Syrie, notamment dans des opérations visant à s'emparer d'un territoire.



---

## Appui à l'extrémisme en Ukraine

Le ministre des Affaires étrangères, Stéphane Dion, a visité Kiev le 1er février et y a exprimé l'appui continu du gouvernement du Canada au gouvernement extrémiste et profasciste de l'Ukraine. Depuis le 10 janvier, deux cents soldats canadiens du 5e Groupe-brigade mécanisé du Canada, dont la base est à Valcartier, au Québec, sont déployés dans le cadre de la mission canadienne Opération UNIFIER en Ukraine dans le but d'y former des soldats ukrainiens. Ces soldats ont remplacé le 2e Groupe-brigade mécanisé du Canada de Petawawa, en Ontario, qui a

été déployé en août 2015 et est maintenant de retour au Canada.

La mission canadienne a d'abord été annoncée par le bureau du premier ministre au Canada de même que par le département de la Défense des États-Unis en avril 2015, et décrite comme la participation du Canada au programme d'entraînement de la Garde nationale ukrainienne du département de la Défense. La Garde nationale de l'Ukraine est composée de milices fascistes et néonazies formées au moment du coup d'État appuyé par les États-Unis contre le gouvernement ukrainien en février 2014. Ces milices, comme la brigade Azov, ont commis des atrocités et des crimes de guerre sans nom contre le peuple de l'Ukraine de l'Est alors que le gouvernement issu du coup tente de soumettre ces régions à son contrôle.



Face à la préoccupation croissante des Canadiens au sujet des forces que le Canada appuie en Ukraine, les communiqués récents du gouvernement ne parlent que des Forces armées de l'Ukraine qui comprennent l'infanterie, la marine, les forces de l'air et la Garde nationale.

Le ministère de la Défense nationale prétend que la mission militaire du Canada en Ukraine « donne aux militaires une excellente occasion d'apprendre des expériences opérationnelles vécues récemment par leurs homologues ukrainiens ». D'autres déclarations démontrent que la mission d'entraînement du Canada comprend l'aide aux milices fascistes. Par exemple, le ministère reconnaît qu'« environ 200 instructeurs canadiens enseignent les compétences de base des soldats, notamment comment tirer, bouger et communiquer sur le

champ de bataille ». Le gouvernement reconnaît aussi avoir déployé « des policiers canadiens en appui à la réforme de la patrouille policière de l'Ukraine » qui offrent « également des conseils stratégiques aux organismes chargés d'assurer la sécurité en Ukraine ».

Le communiqué d'Affaires mondiales Canada sur la visite de Stéphane Dion en Ukraine décrit une visite qu'il a faite au Maidan Square à Kiev où, en tant que ministre des Affaires étrangères, il « a déposé des fleurs au monument commémoratif visant à honorer les personnes qui ont été tuées durant les manifestations contre l'ancien régime ». Le communiqué dit aussi que le Maidan est le site « des manifestations de 2013 et 2014, qui ont entraîné la mort de plusieurs manifestants, désormais connus comme la centaine céleste (Heavenly Hundred). »

Une étude détaillée menée par un professeur de l'Université d'Ottawa et ancien chercheur invité à Harvard, Ivan Katchanovski, et présentée du 3 au 6 septembre à la Réunion annuelle de l'Association américaine de Science politique à San Francisco, révèle que ce massacre a été « planifié de façon rationnelle et mené dans l'objectif de renverser le gouvernement et de prendre le pouvoir ».

La recherche du docteur Katchanovski a permis de conclure à « la participation d'une alliance d'organisations d'extrême droite, en particulier du Secteur Droit et de Svoboda, ainsi que de partis oligarchiques, dont 'Patrie'. Des tireurs et observateurs embusqués étaient présents dans au moins vingt édifices ou endroits contrôlés par les autorités de Maidan. La preuve que les protestataires ont été tués à partir de ces endroits comprend soixante-dix témoignages, la plupart de manifestants

au Maidan, plusieurs vidéos montrant des tireurs embusqués ciblant des manifestants du haut des édifices, des comparaisons des différents lieux où se tenaient les manifestants quand ils ont été tués avec les points d'entrée des balles et leur impact ».

(Katchanovsi, Ivan, *The 'Snipers' Massacre' on the Maidan in Ukraine. Le 5 septembre 2015*)



## La «stratégie des missions de paix» pour l'occupation d'autres pays

Des fonctionnaires d'Affaires mondiales Canada (anciennement ministère des Affaires étrangères et du Commerce international), du ministère de la Défense nationale et de la GRC ont tenu une « séance de remue-méninges » le 29 janvier afin d'élaborer une « stratégie des missions de paix » pour le nouveau gouvernement libéral. Le terme « missions de paix », qui est maintenant utilisé au lieu de maintien de la paix, signale la prise de contrôle des missions de l'ONU par le commandement américain, où les États-Unis « joueront un rôle dirigeant dans la réforme et le façonnement des missions de paix de l'ONU. » [1]



Walter Dorn, un professeur au Collège militaire royal et expert des missions de paix a dit à *Embassy News* qu'il était présent à la réunion du 29 janvier. Selon Dorn, on utilise maintenant l'expression « missions de paix » parce que « les opérations de l'ONU en sont venues à comprendre beaucoup plus que le maintien de la paix traditionnel post-conflit ; elles jouent un rôle majeur dans la construction de la paix, la surveillance des cessez-le-feu, la fourniture d'assistance humanitaire et la reconstruction économique et sociale, parmi d'autres activités. »

Dorn a suggéré que le Canada serait bien placé pour joindre ou jouer un rôle important dans des « missions bilingues » comme la présence militaire en Haïti, en Côte d'Ivoire, au Mali et en République centrafricaine. *Embassy* rapporte que Jack Lawrence Granatstein, un membre de l'Institut canadien des affaires mondiales[2] a indiqué qu'il y a « des rumeurs que le gouvernement libéral cherche à renforcer une petite mission de l'ONU au Burundi. »

### Notes

1. « Réorganiser le maintien de la paix pour répondre à des objectifs de guerre », *Le Marxiste-Léniniste*, 24 novembre 2015, numéro 44

2. L'Institut canadien des affaires mondiales est un « institut de recherche caritatif, indépendant et non partisan » se centrant sur la politique étrangère canadienne, la politique de défense et l'aide internationale. Sa mission est d'être « un catalyseur pour l'engagement canadien novateur mondial. » Il est affilié avec l'École de politique publique de l'Université de Calgary.

L'Institut canadien des affaires mondiales participe à un Groupe de travail sur les études stratégiques avec le Conseil canadien international qui a été l'hôte d'une conférence sur « L'avenir du combat » et l'utilisation de drones dans la guerre.

Son conseil consultatif est composé de Ian Brodie, ancien chef de cabinet du gouvernement Harper ; Jean Charest, ancien premier ministre du Québec ; John Manley, ancien ministre Libéral et vice-premier ministre ; Anne McGrath, ancienne chef de cabinet de Jack Layton et Thomas Mulcair ; Dan Hays, ancien sénateur Libéral ; Robert Fowler, ancien conseiller à la politique étrangère des premiers ministres Pierre Elliott Trudeau, John Turner et Brian Mulroney, ainsi que Peter Harder, qui a récemment mené l'équipe de transition de Justin Trudeau.

L'Institut est financé « principalement par des dons et des commandites de corporations, de fondations et d'individus. Ces sources partagent la conviction qu'un électorat informé produira à son tour un système politique informé », indique le site Web de l'Institut. L'identité des donateurs n'est pas révélée.



---

**Lisez *Le Marxiste-Léniniste***  
**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**